



Des enseignements bons à prendre

Geplaatst op woensdag 11 september 2013 |

SHARE

Le 29 août dernier le Brussels Studies Institute présentait la mise à jour de sa note de synthèse sur l'enseignement bruxellois. (1) L'occasion pour un panel de spécialistes d'échanger sur un enjeu majeur qui n'est pas sans liaisons avec les questions d'aménagement du territoire.

Le constat est connu: l'enseignement bruxellois n'existe pas en tant que tel. Son organisation est complexe, voire chaotique : les acteurs sont nombreux (les communautés, les réseaux, les communes, les écoles internationales,...) et la coordination quasiment inexiste. La Région peine à jouer un rôle moteur et quand elle le fait, elle est rappelée à l'ordre par le Conseil d'État. Le défi est pourtant de taille :

le système scolaire bruxellois est inefficace et peine à jouer un rôle moteur dans l'ascension sociale des petits Bruxellois ;
les classes sont pleines, les locaux sont vétustes et la demande, évaluée à 42 000 nouveaux élèves à l'horizon 2020, dépasse l'offre, 20 000 nouvelles places étant prévues à ce jour pour les années à venir.

Frédéric Raynaud, représentant de l'Agence territoriale de développement (ADT), en charge d'identifier les terrains sur lesquels pourraient s'implanter de nouvelles écoles, a tracé les prémisses de ce qu'il appelle l'urbanisme scolaire. En gros, il s'agit de faire en sorte que les infrastructures scolaires et de mobilité nécessaires soient assurées préalablement à la construction de nouveaux logements. Dans le même ordre d'idées, Benjamin Wayens, l'un des auteurs de la note, suggérait d'investiguer la possibilité de construire de grosses infrastructures dans une logique d'usage multiple permettant une exploitation au profit de la collectivité en dehors des périodes scolaires.

Des suggestions qu'il convient de confronter à l'œuvre phare de l'exécutif régional pour cette législature : le PRAS démographique. Sous couvert d'urgence à répondre à l'augmentation de la population, il s'agissait de permettre la construction rapide de nouveaux logements, notamment sur des terrains industriels, mais aussi dans des zones jusqu'alors consacrées principalement aux équipements. Et, faut-il le rappeler, de permettre la mise en œuvre de NEO sur le site du Heysel en permettant de construire sur des terrains publics un centre de congrès dont la rentabilité n'a jamais été prouvée et un gigantesque centre commercial (destiné à financer le centre de congrès).

L'observateur attentif aura vite fait de pointer quelques contradictions entre les intentions des uns et les actes des autres. Le nouveau PRAS, nonobstant le fait qu'il met en concurrence les fonctions économiques (principalement industrielles) et résidentielles (principalement inabordables pour le Bruxellois moyen), met également en concurrence accrue les logements avec les équipements (ce qui permet à l'ULB de spéculer sur des terrains qui auraient pu servir à accueillir de nouvelles infrastructures scolaires) ou certaines fonctions économiques discutables avec des équipements (le plateau du Heysel, parfaitement desservi par un réseau dense de transports en commun, aurait été parfait pour accueillir de nouvelles infrastructures scolaires à rayonnement régional).

Et voilà comment l'inversion des plans (lire '[PRAS démographique, clash démocratique](#)') mène à des impasses qui compliquent encore la donne. Et si le futur PRDD, riche de ces enseignements, venait à infirmer les options prises par le gouvernement dans le PRAS démographique ?

(1) [Note de synthèse BSI. L'enseignement à Bruxelles: une gestion de crise complexe](#)

IEB - 4 septembre 2013